Commission : Commission parlementaire pour la coopération et la paix au Moyen-Orient

Problématique : Comment les États membres de l'Union Européenne peuvent-ils peser dans la sortie des conflits au Moyen-Orient et être les initiateurs d'un Agenda pour une Paix durable et une coopération régionale pérenne?

Auteur : Portugal

Membre fondateur de l'OTAN ainsi que de la zone euro, le Portugal est également membre de l'ONU, de l'OCDE et de l'espace Schengen. Puisqu'il entretient d'importantes relations avec la France et le Royaume-Uni, deux de ses plus importants partenaires commerciaux, le Portugal soutient leur rôle dans les conflits au Moyen-Orient, notamment ceux au Yémen et en Syrie. La République portugaise voudrait obtenir une paix durable dans ces deux pays. Le Portugal est dirigé par un président de centre-droite, Marcelo Rebelo de Sousa, élu le 24 janvier 2016.

Le Portugal a développé des relations avec les pays du Moyen-Orient suite à son arrivée dans la Communauté Économique Européenne en 1986. Le Moyen-Orient est une région relativement instable à proximité géographique du Portugal, donc la République portugaise partage l'idée selon laquelle la sécurité européenne dépend de la sécurité de la Méditerranée et que celle-ci dépend à son tour du développement socio-économique de la région. Ainsi, le ministre des affaires étrangères, Augusto Santos Silva, a déclaré qu'il est primordial de moderniser les relations entre le Portugal et les pays du Moyen-Orient lors de la réunion ministérielle UE-voisinage méridional en 2020. En Syrie, le Portugal a contribué à la guerre en envoyant des armes et des conseillers pour former les troupes kurdes. Malgré cette participation, le Portugal considère qu'il faut arriver à établir la paix dans les pays du Moyen-Orient en guerre, notamment au Yémen et en Syrie. Trouver des solutions aux conflits en Syrie et au Yémen permettrait une coopération entre l'Union Européenne et les pays du Moyen-Orient afin de rechercher une paix durable ainsi que des échanges.

Le Portugal soutient la coalition dirigée par l'Arabie Saoudite au Yémen, ainsi que les Forces Démocratiques Syriennes en Syrie. Il est d'accord avec les interventions anglaises, françaises et américaines, et il est prêt à mettre en place de nouvelles mesures afin d'aider les Syriens et Yéménites affectés par les conflits au sein de leurs pays. Premièrement, le Portugal a aidé des migrants syriens en accueillant plus de 30 000 sur le territoire portugais en 2018. Le pays serait prêt à en accueillir plus. En effet, le Premier ministre a indiqué plus d'une fois que le Portugal avait "besoin" de nouveaux arrivants pour remédier au vieillissement de la population et à la baisse de la natalité. Par ailleurs, afin d'assurer l'intégration de ces migrants dans la société portugaise, la plateforme RefuJobs a été créée par la Haute Commission pour la Migration avec pour objectif d'aider les réfugiés à trouver un emploi.

Par rapport à la question des djihadistes détenus dans des prisons au nord de la Syrie, le Portugal prévoit de suivre les décisions de la France car selon Federica Mogherinile, il n'y aura pas de décision au niveau de l'Union Européenne. Le Portugal trouve important de considérer les risques de répercussions terroristes sur les pays de l'Union Européenne si les prisonniers sont libérés. Il serait bon de juger les djihadistes venant de pays européens dans ces pays afin de pouvoir les juger et surveiller avant de les aider à se désengager.

Finalement, sur le plan social au Yémen, le Portugal réfute l'accusation avancée par les Nations Unies en 2019 selon laquelle la France et le Royaume-Uni auraient commis des crimes de guerre au Yémen en vendant des armes à l'Arabie Saoudite. En fait, le Portugal soutient l'Allemagne et la Suède dans leur décision de proclamer la suspension des ventes d'armes aux gouvernements impliqués dans la guerre au Yémen. Le Portugal promeut les droits de l'homme, et est donc prêt à mettre en place un programme afin d'aider les nombreux Yéménites affectés par la guerre et la famine depuis 2016.

La République portugaise mettra donc tout en œuvre dans le but de parvenir à une coopération effective entre les pays du Moyen-Orient et l'UE tout en défendant les droits de l'homme afin de trouver des solutions aux problèmes sociaux, économiques et politiques causés par les conflits

syrien et yéminite.